

Xavier Chapira dans le convoi de la Paix au Kurdistan 14/09/1997

brink

Témoignage au bout du chemin

Militant du MRAP, l'Albigeois Xavier Chapira a participé au convoi pour la Paix à travers la Turquie. Il relate les tensions policières et les heurts qui ont fait des blessés.

Certains méditent devant leur écran qui diffuse des scènes sanglantes en Algérie ou ailleurs, d'autres regardent sans vraiment voir... Et puis, quelques uns partent au fin fond de l'Europe pour afficher leur idéaux pacifistes, au Kurdistan. C'est le cas de Xavier Chapira, délégué du MRAP d'Albi qui vient de vivre, de l'intérieur, l'aventure du convoi européen de la Paix. Comme s'il en était à sa première expérience dans ce domaine, le militant, si-tôt rentré en France, déboule pour livrer son témoignage exaltant.

D'entrée, le train s'est transformé en avion depuis Bruxelles jusqu'en Turquie. « L'annulation de ce train était déjà une mesure de violence par son refus de prendre en compte la volonté des participants de tous les pays d'Europe, des Etats Unis et

d'Afrique du Sud, de promouvoir une solution pacifique de la question kurde. »

Pour négocier la Paix

L'objectif de ce voyage était « d'amener le gouvernement Turc à résoudre pacifiquement la question Kurde en acceptant de négocier. De soutenir tous ceux qui sont victimes de leur combat en faveur de la Paix et notamment des députés, journalistes, écrivains emprisonnés. » Sur le territoire Turc, à Istanbul où l'avion a atterri, un convoi de sept cars devait transporter les pacifistes à Diyarbakir, au Kurdistan. Or, commente Xavier Chapira « un déploiement de forces policières tout au long de notre parcours empêchaient les populations de nous approcher. Tous les 40 à 50 kms nous avons subi des contrôles multiples et agressifs inutiles. »

Point ultime

Le convoi des autobus a finalement été arraisonné et dirigé à l'intérieur d'une caserne de l'armée. Il est reparti après deux heures de négociations. Mais 80 kms de là, à Siverek, le convoi était stoppé par des automitrailleuses en travers de la route. Les soldats dans les champs, certains en position de tireur, couchés des fossés, des hélicoptères survolant le convoi. « Nous avons été obligés de rebrousser chemin et les vexations se sont multipliées. Ceux qui voulaient descendre ont été violemment repoussés par les forces de l'ordre. Un chauffeur Kurde a été blessé. »

Les pacifistes ont repris leur route, escortés par la police, mais se sont vu interdire l'entrée dans Ankara. « A l'entrée dans Istanbul, trois personnes ont été arrêtées. La conférence de presse est interdite. L'hôtel est cerné. La conférence de presse qui a commencé est interrompue par une charge de police violente. Une vingtaine de personnes est arrêtée, trois sont grièvement blessées... »



E. G. A Siverek, la police a arraché et incendié les banderoles de la Paix.



Monseigneur Gaillot téléphone à l'ambassade de France pour obtenir l'autorisation de pénétrer dans Ankara.



Au barrage de Siverek, point ultime, Xavier Chapira de la délégation française pour la Paix au Kurdistan, devant une automitrailleuse.



A Istanbul, chaque samedi midi, des manifestants arborent le portrait de leur cher disparu.



La population tentait de suivre le convoi, mais la police empêchait tout contact.

Du train à l'avion pour la Paix

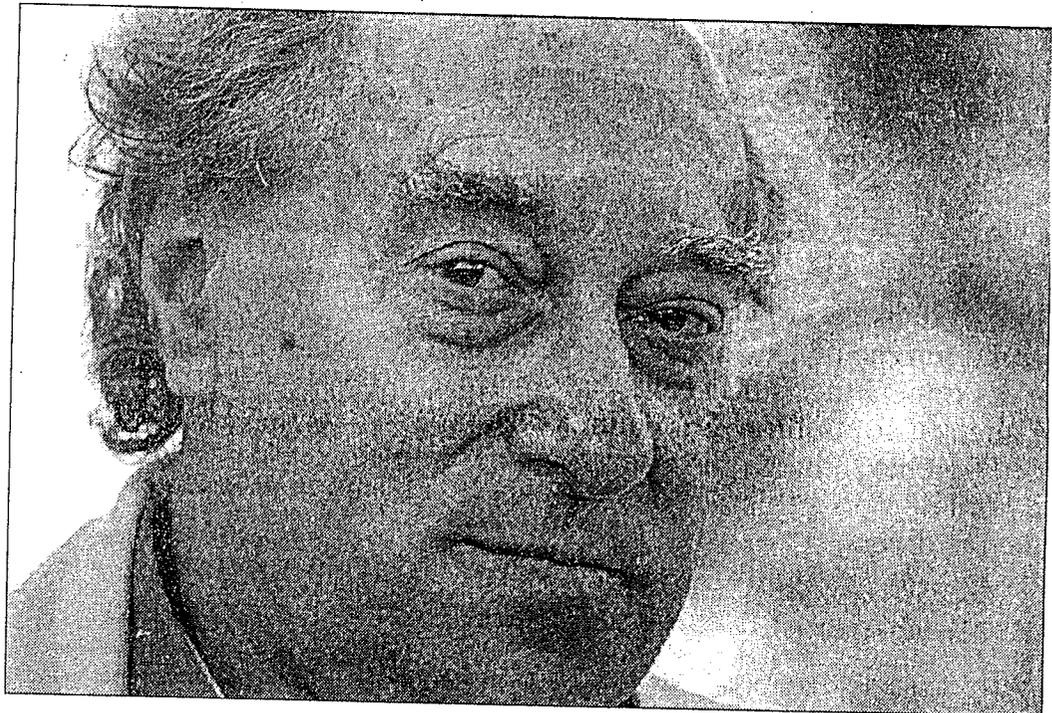
Comme une colombe

Xavier Schapira, du Mrap d'Albi, s'apprêtait à participer au voyage du « Train Européen pour la Paix » au Kurdistan. Rappelons que ce délégué albigeois s'était déjà rendu dans ce pays pour fêter le premier de l'an Kurde, voilà deux ans, avec des mouvements pacifistes.

L'objectif était de « répondre démocratiquement et pacifiquement à la décision du Conseil National de Sécurité de l'Etat Turc de poursuivre la guerre contre les Kurdes même à l'extérieur de la Turquie ».

Pour ce faire, un train pour la Paix devait partir de Bruxelles pour Diyarbakir, en passant par Istanbul. Ce train devait conduire un millier de personnes de différents pays d'Europe pour transmettre un message de Paix des peuples des pays traversés aux Kurdes et Turcs.

Or, en fin de semaine dernière, explique le délégué tarnais du Mrap, cette initiative est remise en question par l'Allemagne qui devait louer le train. Le train doit, in extremis être transformé en avion. Au lieu de traverser les



Xavier Schapira, délégué tarnais du Mrap va participer à un voyage pour la paix en Turquie. - Photo « La Dépêche » Thierry Pons

villes de Bruxelles, Cologne, Munich, Vienne, Budapest, Belgrade, Sofia, Istanbul, Ankara et Diyarbakir, les militants Euro-

peens de la Paix, avec les manifestations que l'on pouvait supposer dans les différentes gares concernées, les pacifistes,

dont le délégué albigeois devront se contenter à survoler les pays jusqu'à la zone concernée. A l'instar d'une colombe.

12/09/97 -

Kurdistan

« Les terroristes de la paix » de retour



Sarah Dadas, Gérard Folus, Fatima Naam et Xavier Schapira. — Photo « La Dépêche », Dominique Laffont.

« Ce qui m'a frappé, c'est la violence qui nous a été imposée », explique Xavier Schapira. Une violence que ce membre du MRAP a constaté tout au long du voyage en Turquie. Une mission de paix européenne, du 27 août au 6 septembre, à laquelle ont participé une dizaine de Français. L'objectif du voyage : Diyarbakir, capitale du Kurdistan.

« Déploiement de forces » à l'arrivée, « haltes forcées tous les 30 ou 40 kms », souligne Xavier Schapira, détournement vers une caserne... « Ils ont tout fait pour nous retarder », explique Fatima Naam, étudiante toulousaine, déléguée d'Enseignants pour la paix.

Le convoi a été définitivement stoppé peu avant la ville. Au retour, « la police l'a arraisonné », raconte Xavier Schapira, 7 cars de 350 personnes. « Ils nous refoulaient dans les bus.

Emissaires « battus »

A Istanbul, ceux que les policiers surnommaient les « terro-

ristes de la paix » — un surnom qui les fait sourire — ont tenté de tenir une conférence de presse. De bousculades en accrochage avec la police, elle a fini en « mêlée », souligne le militant du MRAP. Résultat : 3 blessés et 20 personnes arrêtées. « De gens battus, affirme Fatima Naam, qui ont dû signer un texte disant qu'ils n'ont pas été frappés. »

De Diyarbakir, les émissaires n'ont finalement rien vu. Mais du contact avec la population, ils gardent un souvenir ému : « on étaient comme des libérateurs pour eux », explique Fatima Naam.

Et des dirigeants turcs, pour suit-elle, « on a vu leur vrai visage : un gouvernement complètement fermé, qui ne pense qu'à la violence ». « Le plus fort s'insurge Xavier Schapira, est que la Turquie demande son entrée dans l'Europe ».

J.-N. G

MRAP : Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

◆ **KENYA**

Le rapport d'Amnesty International dénonce la violence policière qui se développe dans le pays, les lois répressives qui restreignent liberté d'expression et liberté d'association. Amnesty International, 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 11.

◆ **TUNISIE**

Le docteur Moncef Marzouki, professeur de neurologie et de médecine préventive à l'université de Sousse, ancien président de la LDH tunisienne, est toujours sous contrôle judiciaire et ne peut sortir de Tunisie. Les autorités l'empêchent donc de se rendre à la conférence de l'IRCT (International Rehabilitation Council For Victims of Torture), qui se tiendra les 22, 23 et 24 septembre à Paris. Une manière de le priver de la possibilité de s'exprimer, et de lui interdire de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme en Tunisie.

Hourriya/Liberté, Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

◆ **TURQUIE**

Les autorités turques ont empêché la tenue à Diyarbakir d'une réunion européenne sur la paix, qui, selon elles, était un acte de soutien au PKK (parti communiste kurde). Les personnalités qui tentaient de se rendre à cette réunion ont été mises en garde à vue puis ramenées sur Istanbul. Parmi elles, Xavier Chapira, représentant du Mrap.

Mrap, mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, 89, rue Oberkampf, 75543 Paris Cedex 11.

Tél. : 01 43 14 83 50.

Fax : 01 43 14 83 53.

Droits des peuples

Des deux côtés de la terre, deux des plus importantes mines du monde sont occupées par des communautés indigènes. **Au Canada**, Innus et Inuits manifestent sur la mine de Voisey's Bay : la société Inco, le plus gros producteur de nickel du monde, veut étendre la mine sur les terres

Politis - 11-09-1997